

**Art. 3.** De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking twee maanden na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.  
Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33407]

### 23 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une aide au déménagement, au loyer et à l'installation pour les personnes victimes des inondations du mois de juillet 2021

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique;

Vu le rapport du 24 août 2021 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 août 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 septembre 2021;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n<sup>o</sup> 70.127/2/V, donné le 8 septembre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par le fait que les inondations du mois de juillet 2021 ont rendu un nombre considérable de logements inhabitables, que l'offre de logements sur le marché locatif privé est soumise à une forte pression, qui s'est vue accrue à la suite de ces inondations, entraînant le risque de voir les loyers augmenter, renforçant ainsi les difficultés pour les ménages sinistrés de se reloger décemment et qu'il est lors indispensable d'accroître rapidement la capacité des ménages à pouvoir faire face l'acquittement de ce nouveau loyer potentiellement plus élevé;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Administration : le Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département du Logement;

2<sup>o</sup> Code : Code wallon de l'Habitation durable;

3<sup>o</sup> demandeur : la personne physique qui sollicite le bénéfice des avantages prévus par le présent arrêté;

4<sup>o</sup> Ministre : le Ministre qui a le logement dans ses attributions;

5<sup>o</sup> revenus : les revenus imposables globalement afférents à l'avant-dernière année précédant la prise en location.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Est accordée, aux conditions fixées par le présent arrêté, une aide au déménagement et au loyer, aux ménages des catégories 2 ou 3 au sens du Code qui quitte un logement inhabitable à la suite des inondations du mois de juillet 2021 et prend en location un logement manifestement salubre.

§ 2. Est accordée, aux conditions fixées par le présent arrêté, une aide à l'installation au ménage de catégories 1, 2 ou 3 au sens du Code qui quitte une habitation qu'il occupe à titre de résidence principale, située soit dans une zone visée par l'arrêté du Gouvernement du 16 mai 2013 adoptant la cartographie des sites concernés par le plan Habitat permanent soit dans un équipement à vocation touristique situé sur le territoire d'une commune dont l'adhésion au Plan « habitat permanent » a été validée par le Gouvernement et qui, soit :

1<sup>o</sup> prend en location ou achète un logement salubre ou un logement améliorable qui devient salubre dans les six mois de son entrée dans les lieux, à l'adresse duquel il demande son inscription dans les registres de population;

2<sup>o</sup> débute un séjour sous convention dans une structure d'hébergement collectif agréée par la Région wallonne en vertu du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées.

**Art. 3.** Est considéré comme inhabitable le logement qui :

1<sup>o</sup> soit est déclaré comme tel par un document établi par une autorité publique ou par un expert dépêché sur place par une compagnie d'assurances;

2<sup>o</sup> soit a fait l'objet d'un constat d'inhabitabilité par un agent de l'administration. Dans ce cas, l'administration fait part de la teneur de son constat au bourgmestre et au propriétaire afin d'éviter que le logement soit encore occupé dans les mêmes conditions.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. A la date de la prise en location, le demandeur doit être âgé de 18 ans au moins ou être mineur émancipé.

§ 2. A la date de la demande, il doit souscrire, ainsi que les personnes qui cohabitent avec lui, les engagements suivants à respecter dès la prise en location du logement :

a) ne pas donner le logement en sous-location en tout ou en partie;

b) consentir à la visite du logement par des agents de l'Administration;

c) sauf à les fournir lui-même, autoriser l'administration à solliciter des autorités compétentes les renseignements nécessaires, notamment ceux relatifs à la composition du ménage, aux revenus et au patrimoine immobilier.

**Art. 5.** L'aide octroyée en vertu des chapitres 2 et 3 du présent arrêté ne peut être cumulée avec aucune autre aide, ayant le même objet, octroyée par un organisme public.

**Art. 6.** Le loyer demandé pour le logement nouvellement pris en location ne peut excéder le montant repris dans la « grille indicative des loyers » telle que fixée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 instaurant une grille indicative des loyers en exécution de l'article 89 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, lorsque le calcul est possible.

#### CHAPITRE 2. — *L'aide au déménagement*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'aide au déménagement s'élève à 400 euros et est majorée de 20 % par enfant à charge.

§ 2. L'aide visée au § 1<sup>er</sup> n'est octroyée qu'une seule fois par ménage en vertu du présent arrêté.

**Art. 8.** Lorsque l'évacuation de plusieurs logements est suivie de la prise en location d'un seul logement par l'ensemble des personnes qui ont déménagé, l'allocation de déménagement est accordée pour chaque logement évacué.

#### CHAPITRE 3. — *L'aide au loyer*

**Art. 9.** L'aide au loyer s'élève à la différence entre, d'une part, le loyer du logement évacué ou sa valeur locative si le demandeur l'occupait en tant que propriétaire ou à titre gratuit et, d'autre part, le loyer du logement pris en location, sans pouvoir excéder 100 euros. Le maximum de l'allocation est majoré de 20 % par enfant à charge. Elles ne sont accordées que si la différence entre loyers s'élève à au moins 5 euros.

**Art. 10.** Sont exclus du bénéfice de cette aide :

1° les ménages prenant en location une habitation prise en gestion ou en location, ou appartenant à un opérateur immobilier au sens du Code;

2° les ménages prenant en location une habitation appartenant à un descendant ou ascendant d'un membre du ménage et que le ménage y demande son inscription dans les registres de population.

**Art. 11.** L'aide au loyer visée à l'article 8 est octroyée pendant une période d'un an à compter de la prise en location du logement salubre.

Lorsque le bénéficiaire de l'aide au loyer quitte le logement salubre pour prendre en location un autre logement également salubre, les allocations continuent à être octroyées pendant la durée résiduelle de l'aide et ce, à condition que le déménagement ait été signalé dans les 3 mois de l'installation dans le nouveau logement.

En cas de décès du bénéficiaire de l'aide au loyer, le conjoint survivant ou la personne avec laquelle il vivait maritalement continue à être reconnu admissible au bénéfice des allocations.

Si le bénéficiaire ne vivait pas en couple au moment de son décès, les allocations de loyer continuent d'être attribuées au cohabitant survivant et, dans l'hypothèse de l'existence de plusieurs cohabitants survivants, à celui qui aura été désigné par l'ensemble des cohabitants âgés d'au moins 18 ans ou émancipés.

**Art. 12.** Lorsque l'évacuation de plusieurs logements est suivie de la prise en location d'un seul logement par l'ensemble des personnes qui ont déménagé, l'aide au loyer n'est accordée qu'à un seul demandeur, désigné par l'ensemble des demandeurs ayant sollicité l'allocation de déménagement.

#### CHAPITRE 4. — *L'aide à l'installation*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'aide à l'installation s'élève à 5.000 euros si au moins un membre du ménage est propriétaire de l'habitation légère quittée. Elle s'élève à 1.240 euros si aucun membre du ménage n'est propriétaire de l'habitation quittée. Elle est majorée de 5.000 euros pour les habitations situées dans les équipements repris en Phase 1 du Plan Habitat permanent autres que les caravanes, ayant une superficie occupable de plus de 35 m<sup>2</sup> à l'exclusion des remises, buanderies, débarras et annexes diverses.

Elle est majorée de 250 euros par enfant à charge.

§ 2. L'aide visée au § 1<sup>er</sup> n'est octroyée qu'une seule fois par ménage en vertu du présent arrêté.

#### CHAPITRE 5. — *Modalités d'introduction de la demande*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup> La demande d'aide est adressée à l'administration au moyen du formulaire délivré par celle-ci. Elle adresse au demandeur un avis de réception de sa demande dans les quinze jours de la date de cet envoi et, le cas échéant, lui réclame tout document nécessaire pour la compléter.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande d'aide comporte :

1° un extrait du registre de la population établissant la composition de ménage du demandeur lors de l'occupation du logement évacué;

2° l'identification précise du logement pris en location et du logement quitté;

3° le formulaire contenant les engagements visés à l'article 4;

4° une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur certifie que la condition de patrimoine prévue dans le Code est respectée;

5° la preuve des revenus du ménage;

6° une copie du résultat de la simulation du loyer de l'habitation sur base de la grille indicative des loyers disponible sur le site [www.loyerswallonie.be](http://www.loyerswallonie.be) ou une justification expliquant les raisons pour lesquelles les caractéristiques du logement concerné ne permettent pas une simulation du loyer sur base de cette grille.

§ 3. Sous peine d'irrecevabilité de la demande, la date de celle-ci, doit se situer au plus tard trois mois après la date d'entrée dans le logement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le demandeur est entré dans le logement antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, la demande peut être introduite jusqu'au 30 novembre 2021.

§ 4. En cas de séparation, après la date de la demande, du demandeur et de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vivait maritalement, l'administration examine la situation de chacune des parties, notamment en ce qui concerne les enfants à charge, et désigne le bénéficiaire de l'aide.

CHAPITRE 6. — *Recours et recouvrement*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Dans le mois de la date de l'envoi à l'administration de la demande complète, l'administration informe le demandeur de la recevabilité de sa demande ou des motifs pour lesquels une décision d'octroi ne peut lui être délivrée.

§ 2. Le demandeur dispose d'un délai d'un mois à dater de la notification de rejet pour introduire, par envoi recommandé à la poste adressé à l'administration, un recours auprès du Ministre. Le Ministre statue dans les trois mois de la réception de ce recours. A défaut, la demande est acceptée.

§ 3. L'aide au loyer est liquidée mensuellement au bénéficiaire.

**Art. 16.** Le bénéficiaire des aides est tenu de les rembourser :

1° en totalité en cas de déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir les avantages accordés par le présent arrêté;

2° à concurrence des montants perçus depuis le jour où a été commis un manquement aux engagements souscrits conformément au présent arrêté.

Dans le mois de la notification de la décision de recouvrement, le bénéficiaire de l'aide peut introduire, par pli recommandé adressé à l'administration, un recours auprès du Ministre. Le Ministre statue dans les trois mois de la réception du recours. Le défaut de notification de la décision dans les trois mois est assimilé à un rejet du recours.

Le recouvrement est exécuté à l'initiative de l'administration, par le Département de la Trésorerie du Service public de Wallonie

**Art. 17.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 septembre 2021.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/33407]

**23. SEPTEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer Umzugs-, Miet- und Einzugsbeihilfe für Personen, die Opfer der Überschwemmungen vom Juli 2021 sind**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen, Artikel 14 § 1, Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung;

Aufgrund des Berichts vom 24. August 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 30. August 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. September 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 8. September 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 70.127/2/V;

In Anbetracht der Dringlichkeit, die durch die Tatsache begründet ist, dass die Überschwemmungen vom Juli 2021 eine beträchtliche Anzahl von Wohnungen unbewohnbar gemacht haben, dass das Wohnungsangebot auf dem privaten Mietmarkt einem starken Druck ausgesetzt ist, der sich infolge dieser Überschwemmungen verstärkt hat, was die Gefahr eines Anstiegs der Mieten mit sich bringt, wodurch die Schwierigkeiten der betroffenen Haushalte, eine angemessene Wohnung zu finden, noch verstärkt werden, und dass es daher von wesentlicher Bedeutung ist, die Fähigkeit der Haushalte, die Zahlung dieser neuen, potenziell höheren Miete zu bewältigen, rasch zu erhöhen;

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Raumordnung, Erbe und Energie, Abteilung Wohnungswesen;

2° Gesetzbuch: Wallonisches Gesetzbuch über nachhaltiges Wohnen;

3° Antragsteller: die natürliche Person, die den Genuss der durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Vorteile beantragt;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

5° Einkommen: das global steuerpflichtige Einkommen des vorletzten Jahres vor der Anmietung

**Art. 2** - § 1. Eine Umzugs- und Mietbeihilfe wird unter den in diesem Erlass festgelegten Bedingungen dem Haushalt der Kategorie 2 oder 3 des Gesetzbuches gewährt, der nach den Überschwemmungen vom Juli 2021 eine unbewohnbare Wohnung verlässt und eine eindeutig gesunde Mietwohnung bezieht.

§ 2. Die Einzugsbeihilfe wird unter den in diesem Dekret festgelegten Bedingungen einem Haushalt der Kategorie 1, 2 oder 3 im Sinne des Gesetzbuchs gewährt, der eine von ihm als Hauptwohnsitz genutzte Wohnung verlässt, die sich entweder in einem Gebiet befindet, das im Erlass der Regierung vom 16. Mai 2013 zur Annahme des Kartenmaterials bezüglich der Gebiete, die von dem Plan "ständiger Wohnort" betroffen sind, erwähnt ist, oder in einer

touristischen Einrichtung, die sich auf dem Gebiet einer Gemeinde befindet, deren Zugehörigkeit zum Plan für "Ständiger Wohnort" von der Regierung bestätigt wurde, und der, entweder :

1° eine gesunde Wohnung oder eine verbesserungsfähige Wohnung, die innerhalb sechs Monaten nach seinem Einzug gesund wird, in Miete nimmt oder erwirbt, und an welcher Anschrift er seine Eintragung in den Bevölkerungsregistern beantragt;

2° einen vereinbarungsgesunden Aufenthalt in einer aufgrund des Dekrets vom 5. Juni 1997 über Altenheime, betreute Wohnungen und Tagesaufnahmezentren für Betagte durch die Wallonische Region zugelassenen kollektiven Beherbergungsstruktur beginnt.

**Art. 3** - Als unbewohnbar gilt die Wohnung, die:

1° entweder durch ein von einer öffentlichen Behörde ausgestelltes Dokument oder durch einen von einer Versicherungsgesellschaft an Ort und Stelle entsandten Sachverständigen als solche erklärt wird;

2° oder den Gegenstand eines durch einen Verwaltungsbediensteten erstellten Unbewohnbarkeitsprotokolls gebildet hat. Dans ce cas, l'administration fait part de la teneur de son constat au bourgmestre et au propriétaire afin d'éviter que le logement soit encore occupé dans les mêmes conditions.

**Art. 4** - § 1. Am Tag der Anmietung muss der Antragsteller mindestens 18 Jahre alt sein oder für mündig erklärt worden sein.

§ 2. Am Tag der Antragstellung müssen der Antragsteller sowie die Personen, die mit ihm leben, folgende Verpflichtungen, die ab der Anmietung der Wohnung einzuhalten sind, eingehen:

a) die Wohnung weder ganz noch teilweise untervermieten;

b) die Besichtigung der Wohnung durch Bedienstete der Verwaltung zulassen;

c) der Verwaltung erlauben, bei den zuständigen Behörden die notwendigen Auskünfte insbesondere über die Haushaltszusammensetzung, das Einkommen sowie das Immobilienvermögen beantragen, außer wenn der Antragsteller diese Auskünfte selbst liefert.

**Art. 5** - Die gemäß den Kapiteln 2 und 3 des vorliegenden Erlasses gewährte Beihilfe darf mit keiner anderen, von einer öffentlichen Einrichtung gewährten Beihilfe mit demselben Zweck kumuliert werden.

**Art. 6** - Die für die neu angemietete Wohnung verlangte Miete darf den Betrag nicht überschreiten, der in der "Informativen Mietpreistabelle" festgelegt ist, die durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 25. April 2019 zur Festlegung einer informativen Mietpreistabelle in Anwendung von Artikel 89 des Dekrets vom 15. März 2018 über den Mietvertrag festgelegt wurde, wenn die Berechnung möglich ist.

#### KAPITEL 2 — *Umzugsbeihilfe*

**Art. 7** - § 1. Die Umzugsbeihilfe beträgt 400 Euro und wird um 20% je unterhaltsberechtigtes Kind erhöht.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Beihilfe wird aufgrund des vorliegenden Erlasses nur einmal pro Haushalt gewährt.

**Art. 8** - Wenn nach dem Auszug aus mehreren Wohnungen eine einzige Wohnung durch die sämtlichen umgezogenen Personen gemietet wird, werden die Umzugszulagen für jede verlassene Wohnung gewährt.

#### KAPITEL 3 — *Mietbeihilfe*

**Art. 9** - Die Mietbeihilfe entspricht dem Unterschied zwischen einerseits dem Mietbetrag der evakuierten Wohnung oder deren Mietwert, wenn der Antragsteller sie als Eigentümer oder unentgeltlich bewohnte, und andererseits dem Mietbetrag der angemieteten Wohnung. Sie kann 100 Euro nicht überschreiten. Der Höchstbetrag der Zulage wird pro unterhaltsberechtigtes Kind um 20 % erhöht. Sie werden nur dann gewährt, wenn der Unterschied zwischen den Mieten mindestens 5 Euro beträgt.

**Art. 10** - Folgende Personen kommen für diese Beihilfe nicht in Frage:

1° Haushalte, die eine Wohnung mieten, deren Verwaltung oder Miete von einem Immobilienbetreiber im Sinne des Gesetzbuches übernommen wird, oder die ihm gehört;

2° Haushalte, die eine Wohnung mieten, die einem Nachkommen oder Aufsteiger eines Haushaltsmitglieds gehört, und wenn der Haushalt die Eintragung in die Bevölkerungsregister in dieser Wohnung beantragt.

**Art. 11** - Die in Artikel 8 erwähnte Mietbeihilfe wird ein Jahr lang ab der Anmietung der gesunden Wohnung gewährt.

Wenn der Empfänger von Mietbeihilfe die gesunde Wohnung verlässt, um eine andere, auch gesunde Wohnung zu mieten, werden die Zulagen während der restlichen Dauer der Beihilfe weiter gewährt, unter der Bedingung, dass der Wohnungswechsel innerhalb von drei Monaten nach dem Einzug in die neue Wohnung gemeldet worden ist.

Wenn der Empfänger der Mietbeihilfe stirbt, darf der überlebende Ehepartner oder die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person die Zulagen weiter erhalten.

Wenn der Empfänger, als er gestorben ist, ohne (Ehe)Partner lebte, werden die Mietzulagen der überlebenden mitlebenden Person und, wenn es mehrere mitlebende Personen gab, der Person, die von der Gesamtheit der mitlebenden, mindestens 18 Jahre alten oder für mündig erklärten Personen bezeichnet worden ist, weiter gewährt.

**Art. 12** - Wenn nach dem Auszug aus mehreren Wohnungen eine einzige Wohnung durch die sämtlichen umgezogenen Personen gemietet wird, wird die Mietbeihilfe nur einem Antragsteller gewährt, der von den sämtlichen Antragstellern von Umzugszulagen bezeichnet worden ist.

#### KAPITEL 4 — *Einzugsbeihilfe*

**Art. 13** - § 1. Die Einzugsbeihilfe beträgt 5000 Euro, wenn mindestens ein Haushaltsangehöriger Eigentümer der verlassenen Leichtbauwohnung ist. Sie beträgt 1.240 Euro, wenn kein Haushaltsangehöriger Eigentümer der verlassenen Wohnung ist. Sie wird um 5.000 Euro erhöht für die Wohnungen, die in den in der Phase 1 des Planes "Ständiger Wohnort" aufgenommenen Anlagen gelegen sind, die keine Campingwagen sind und eine bewohnbare Fläche von mehr als 35 m<sup>2</sup> haben, mit Ausnahme der Schuppen, Waschräume, Abstellräume und verschiedenen Anlagen.

Sie wird um 250 Euro pro unterhaltsberechtigtes Kind erhöht.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Beihilfe wird aufgrund des vorliegenden Erlasses nur einmal pro Haushalt gewährt.

KAPITEL 5 — *Modalitäten für die Einreichung des Antrags*

**Art. 14 - § 1.** Der Beihilfeantrag wird bei der Verwaltung anhand des von ihr ausgestellten Formulars gestellt. Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller eine Empfangsbescheinigung über seinen Antrag innerhalb fünfzehn Tagen ab Versand des Antrags, und verlangt ggf. von ihm jegliche Unterlage, die zur Ergänzung des Antrags notwendig ist.

§ 2. Damit der Beihilfeantrag als vollständig betrachtet werden kann, muss er das Folgende enthalten:

- 1° einen Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers zum Zeitpunkt der Bewohnung der evakuierten Wohnung;
- 2° die genaue Identifizierung der angemieteten Wohnung und der verlassenen Wohnung.
- 3° das Formular, das die in Artikel 4 erwähnten Verpflichtungen enthält;
- 4° eine Erklärung auf Ehrenwort, durch die der Antragsteller bescheinigt, dass die im Gesetzbuch vorgeschriebene Vermögensbedingung eingehalten ist;
- 5° den Nachweis des Einkommens des Haushalts;
- 6° eine Kopie des Ergebnisses der Simulation der Wohnungsmiete auf der Grundlage der auf der Website [www.loyerswallonie.be](http://www.loyerswallonie.be) abrufbaren informativen Mietpreistabelle oder eine Begründung, aus der hervorgeht, warum die Merkmale der betreffenden Wohnung eine Simulation der Miete auf der Grundlage dieser Mietpreistabelle nicht zulassen.

§ 3. Bei Unzulässigkeit des Antrages muss der Zeitpunkt der Antragstellung spätestens drei Monate nach dem Tag des Einzugs in die Wohnung liegen.

Abweichend vom vorstehenden Absatz kann der Antrag bis zum 30. November 2021 gestellt werden, wenn der Antragsteller die Wohnung vor dem Inkrafttreten dieses Erlasses bezogen hat.

§ 4. Im Falle einer Trennung des Antragstellers von seinem Ehepartner oder der mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Person nach dem Datum der Antragstellung untersucht die Verwaltung die Situation jeder Partei, insbesondere in Bezug auf die unterhaltsberechtigten Kinder, und bezeichnet den Empfänger der Beihilfe.

KAPITEL 6 — *Beschwerde und Beitreibung*

**Art. 15 - § 1.** Innerhalb eines Monats nach Übermittlung des vollständigen Antrags an die Verwaltung unterrichtet diese den Antragsteller über die Zulässigkeit des Antrags oder über die Gründe, aus denen eine Bewilligungsentscheidung nicht ergehen kann.

§ 2. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von einem Monat ab der Notifizierung der Ablehnung, um per bei der Post aufgegebenen, an die Verwaltung gerichteten Einschreibebrief eine Beschwerde beim Minister einzulegen. Der Minister entscheidet innerhalb drei Monaten ab Eingang dieser Beschwerde. Mangels dessen wird der Beschwerde stattgegeben.

§ 3. Die Mietbeihilfe wird monatlich an den Empfänger ausgezahlt.

**Art. 16 -** Der Empfänger der Beihilfen muss diese zurückzahlen:

- 1° gänzlich, wenn er eine falsche oder unvollständige Erklärung abgegeben hat, um die durch den vorliegenden Erlass gewährten Vorteile zu erhalten;
- 2° bis zur Höhe der Beträge, die seit dem Tag, an dem gegen die gemäß dem vorliegenden Erlass eingegangenen Verpflichtungen verstoßen worden ist, bezogen worden sind.

Innerhalb des Monats nach der Notifizierung des Beitreibungsbeschlusses ist der Beihilfeempfänger berechtigt, per bei der Post aufgegebenen, an die Verwaltung gerichteten Einschreibebrief eine Beschwerde beim Minister einzulegen. Der Minister entscheidet innerhalb drei Monaten ab Eingang der Beschwerde. Bei fehlender Notifizierung innerhalb drei Monaten gilt die Beschwerde als zurückgewiesen.

Die Eintreibung wird durch die Abteilung Kassenwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie auf Initiative der Verwaltung vorgenommen.

**Art. 17 -** Der Minister für Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 23. September 2021

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte  
Ch. COLLIGNON

—————  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/33407]

**23 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van steun bij de verhuis, de huur of de vestiging voor personen die in juli 2021 slachtoffer zijn geworden van de overstromingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, artikel 14, § 1, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen die hebben plaatsgevonden van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend;

Gelet op het rapport van 24 augustus 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 augustus 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 september 2021;

Gelet op advies 70.127/2/V van de Raad van State, gegeven op 8 september 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1 eerste lid, 3<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de overstromingen van juli 2021 een aanzienlijk aantal woningen onbewoonbaar heeft gemaakt, dat het woningaanbod op de private huurmarkt hevig onder druk staat, waarbij die druk nog hoger is geworden wegens deze overstromingen, met het risico dat de huurgelden nog zullen stijgen en de getroffen gezinnen het nog moeilijker zullen hebben om een decente woning te vinden en dat het bijgevolg onontbeerlijk is dat de capaciteit van de gezinnen om te voorzien in de betaling van de nieuwe, potentieel hogere huur, snel opgetrokken wordt;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

### Hoofdstuk 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> "administratie": de Waalse Overheidsdienst Gebiedsbeleid, Wonen, Erfgoed en Energie, Departement Wonen;

2<sup>o</sup> Wetboek: het Waals Wetboek van Duurzaam Wonen;

3<sup>o</sup> aanvrager: de natuurlijke persoon die een aanvraag indient voor de voordelen bepaald bij dit besluit;

4<sup>o</sup> Minister: de Minister bevoegd voor Huisvesting;

5<sup>o</sup> inkomen: het belastbaar inkomen dat globaal betrekking had op het voorlaatste jaar voorafgaand aan het in huur nemen.

**Art. 2.** § 1. Er wordt, tegen de voorwaarden vastgesteld bij dit besluit, een steun voor de verhuis en de huur toegekend aan de gezinnen van categorie 2 of 3 in de zin van het Wetboek, die een wegens de overstromingen van juli 2021 onbewoonbaar geworden woning verlaten en een kennelijk gezonde woning in huur nemen.

§ 2. Er wordt, tegen de voorwaarden vastgesteld bij dit besluit, een steun voor de vestiging toegekend aan de gezinnen van categorie 1, 2 of 3 in de zin van het Wetboek, die een woning gebruikt als hoofdverblijfplaats verlaten, die gelegen is in ofwel een gebied bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2013 tot aanneming van de cartografie van de locaties waarop het plan permanente bewoning betrekking heeft ofwel een uitrusting met een toeristisch karakter gelegen op het grondgebied van een gemeente wiens aansluiting bij het plan „permanente bewoning“ door de Regering is bekrachtigd en die:

1<sup>o</sup> een gezonde of een verbeterbare woning huurt of koopt die gezond zal worden gemaakt binnen de zes maanden na er zijn intrek in te hebben genomen waarbij hij voor die woning een aanvraag indient tot inschrijving in het bevolkingsregister;

2<sup>o</sup> ofwel een onder een overeenkomst vallend verblijf aanvat in een collectieve verblijfsstructuur erkend door het Waalse Gewest krachtens het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden.

**Art. 3.** Als onbewoonbaar wordt beschouwd, de woning die:

1<sup>o</sup> ofwel als dusdanig wordt verklaard via een document, opgemaakt door een overheid of door een, door een verzekeringsmaatschappij ter plaatse gezonden, deskundige;

2<sup>o</sup> ofwel het voorwerp uitmaakt van een vaststelling van onbewoonbaarheid door een personeelslid van de administratie. In dat geval deelt de administratie de inhoud van zijn vaststelling aan de burgemeester en aan de eigenaar mee, om te voorkomen dat de woning nog langer bewoond blijft in dezelfde omstandigheden.

**Art. 4.** § 1. Op de datum van het in huur nemen moet de aanvrager minstens 18 jaar oud of ontvoogde minderjarige zijn.

§ 2. Op de datum van de aanvraag dient hij, evenals de personen die met hem samenwonen, volgende verbintenissen aan te gaan, die in acht genomen dienen te worden vanaf het in huur nemen van de woning:

a) de woning noch geheel noch gedeeltelijk te huur aanbieden;

b) de personeelsleden van de administratie de woning laten bezichtigen;

c) behalve indien hij ze zelf verstrekt, de administratie ertoe machtigen om van de bevoegde overheden de nodige inlichtingen te vragen, met name in verband met de gezinssamenstelling, het inkomen en het onroerend vermogen.

**Art. 5.** De tegemoetkoming, toegekend krachtens de hoofdstukken 2 en 3 van dit besluit, mag niet samengevoegd worden met enige andere tegemoetkoming die hetzelfde doel beoogt en toegekend wordt door een openbare instelling.

**Art. 6.** De huur die gevraagd wordt voor de nieuw in huur genomen woning mag het bedrag, vermeld in het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot invoering van een indicatieve huurprijzenrooster in uitvoering van het artikel 89 van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst, niet overschrijden, wanneer de berekening mogelijk is.

### HOOFDSTUK 2. — *Verhuistegemoetkoming*

**Art. 7.** § 1. De verhuistegemoetkoming bedraagt 400 euro en wordt met 20% vermeerderd per kind ten laste.

§ 2. De tegemoetkoming bedoeld in § 1 wordt krachtens dit besluit slechts één keer per gezin toegekend.

**Art. 8.** Wanneer de ontruiming van meerdere woningen gevolgd wordt door het in huur nemen van één enkele woning door alle verhuizende personen, wordt de verhuistegemoetkoming toegekend voor elke ontruimde woning.

### HOOFDSTUK 3. — *Huurtegemoetkoming*

**Art. 9.** De huurtegemoetkoming is gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, de huur van de ontruimde woning of de huurwaarde ervan, mocht de aanvrager ze als eigenaar of om niet bewonen, en, anderzijds, de huur van de in huur genomen woning, zonder 100 euro te mogen overschrijden. Het maximum van de tegemoetkoming wordt met 20% vermeerderd per kind ten laste. Zij worden enkele toegekend als het verschil tussen de huurbedragen minstens 5 euro bedraagt.

**Art. 10.** Van deze tegemoetkoming worden uitgesloten:

1° de gezinnen die een woning in huur nemen die eigendom is van, of waarvan het beheer of de verhuur overgenomen wordt door een vastgoedoperator in de zin van het Wetboek;

2° de gezinnen die een woning in huur nemen, die toebehoort aan een bloedverwant in stijgende of dalende lijn van een gezinslid en het gezin er zijn inschrijving in de bevolkingsregisters aanvraagt.

**Art. 11.** De huurtegemoetkoming bedoeld in artikel 8 wordt toegekend tijdens een periode van één jaar te rekenen van het in huur nemen van de gezonde woning.

Wanneer de huurtegemoetkomingsgerechtigde de gezonde woning verlaat om een andere, eveneens gezonde, woning te huren, worden de tegemoetkomingen verder toegekend tijdens de restduur van de tegemoetkoming op voorwaarde dat de verhuis gemeld is binnen de drie maanden van de vestiging in de nieuwe woning.

Bij overlijden van de huurtegemoetkomingsgerechtigde, blijft de overlevende echtgenoot (echtgenote) of de persoon met wie hij of zij samenleefde erkend als in aanmerking komend voor het voordeel van de tegemoetkomingen.

Als de gerechtigde op het tijdstip van zijn overlijden niet samenleefde, blijven de huurtegemoetkomingen toegekend aan de overlevende huisgenoot, en in het geval van het bestaan van meerdere overlevende huisgenoten, aan degene die door de gezamenlijke huisgenoten, ouder dan minstens achttien jaar of ontvoogd, aangewezen zal zijn.

**Art. 12.** Wanneer de ontruiming van meerdere woningen gevolgd wordt door het huren van één enkele woning door de gezamenlijke verhuizende personen, wordt de huurtegemoetkoming enkel aan één aanvrager erkend, die door de gezamenlijke aanvragers van de verhuistegemoetkoming is aangewezen.

#### HOOFDSTUK 4. — *Installatietegemoetkoming*

**Art. 13.** § 1. De installatietegemoetkoming bedraagt 5.000 euro als minstens één gezinslid eigenaar is van de ontruimde microwoning. Ze bedraagt 1.240 euro als geen enkel gezinslid eigenaar is van de ontruimde woning. Ze wordt met 5000 euro verhoogd voor de woningen die gelegen zijn in de uitrustingen andere dan caravans opgenomen in Fase 1 van het "Plan Habitat Permanent, met een bewoonbare oppervlakte van meer dan 35 m<sup>2</sup>, met uitzondering van de bergplaatsen, de washokken, de berghokken en de verschillende bijgebouwen.

Ze wordt verhoogd met 250 euro per kind ten laste.

§ 2. De tegemoetkoming bedoeld in § 1 wordt krachtens dit besluit slechts één keer per gezin toegekend.

#### HOOFDSTUK 5. — *Nadere regels voor het indienen van de aanvraag*

**Art. 14.** § 1. De tegemoetkomingsaanvraag wordt per brief aan de Administratie gericht via een formulier dat door haar verstrekt wordt. De administratie verstrekt de aanvrager een bericht van ontvangst van zijn aanvraag binnen vijftien dagen na de datum van versturen van de aanvraag en vraagt, in voorkomend geval, ieder document dat nodig is voor de verdere aanvulling van het dossier.

§ 2. De tegemoetkomingsaanvraag wordt als volledig beschouwd als ze de volgende gegevens bevat :

1° een uittreksel uit het bevolkingsregister met de gezinssamenstelling van de aanvrager tijdens de bewoning van de ontruimde woning;

2° de nauwkeurige identificatie van de bewoonde woning en van de ontruimde woning;

3° het formulier met de verbintenissen bedoeld in artikel 4;

4° een verklaring op erewoord waarbij de aanvrager bevestigt dat de vermogensvoorwaarde bedoeld in het Wetboek wordt nageleefd;

5° het bewijs van het gezinsinkomen;

6° een afschrift van het resultaat van de huurprijs simulatie van de huisvesting op basis van de indicatieve huurprijzenrooster die beschikbaar is op de website [www.loyerswallonie.be](http://www.loyerswallonie.be) of een motivering van de redenen waarom de kenmerken van de betrokken huisvesting een huurprijs simulatie op basis van deze rooster niet toelaten.

§ 3. Op straffe van onontvankelijkheid van de aanvraag dient de datum ervan uiterlijk drie maanden na de datum van de intrede in de woning te liggen.

In afwijking van vorig lid kan de aanvraag, wanneer de aanvrager voor de inwerkingtreding van dit besluit zijn intrede in de woning heeft gedaan, tot 30 november 2021 worden ingediend.

§ 4. Bij scheiding, na de datum van de aanvraag, van de aanvrager met zijn of haar echtgenote (echtgenoot) of de persoon met wie hij of zij samenleefde, onderzoekt de administratie de situatie van elke partij, met name voor wat betreft de kinderen ten laste, en wijst de tegemoetkomingsgerechtigde aan.

#### HOOFDSTUK 6. — *Beroep en inning*

**Art. 15.** § 1. Binnen de maand na de datum van het verzenden van de volledige aanvraag aan de administratie, licht de administratie de aanvrager in over de ontvankelijkheid van zijn aanvraag of over de motieven waarvoor er hem geen toekenningsbeslissing kan worden verstrekt.

§ 2. De aanvrager beschikt over een termijn van één maand te rekenen van de kennisgeving tot weigering om bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie een beroep in te dienen bij de Minister. De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van het beroep. Bij ontstentenis wordt de aanvraag aangenomen.

§ 3. De huurtegemoetkoming wordt maandelijks aan de gerechtigde betaald.

**Art. 16.** De tegemoetkomingsgerechtigde dient ze terug te betalen:

1° in hun geheel, in geval van onjuiste of onvolledige aangifte met het oog op het verkrijgen van de bij dit besluit verleende voordelen;

2° ten belope van de bedragen die ten onrechte ontvangen zijn sinds de dag waarop een inbreuk op de overeenkomstig dit besluit aangegane verbintenissen gepleegd is.

Binnen één maand na kennisgeving van de beslissing tot invordering kan de tegemoetkomingsgerechtigde een beroep indienen bij de Minister door middel van een aangetekend schrijven gericht aan de administratie. De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van het beroep. Indien de beslissing niet binnen drie maanden is medegedeeld, moet ervan uit worden gegaan dat het beroep afgewezen is.

De invordering wordt, op initiatief van de administratie, door het Departement Thesaurie van de Waalse Overheidsdienst uitgevoerd.

**Art. 17.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 september 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/33366]

**22 SEPTEMBRE 2021.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 janvier 2018 relatif à la création d'une zone de basses émissions

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie, l'article 3.2.16 et 3.4.1/1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 janvier 2018 relatif à la création d'une zone de basses émissions ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances rendu le 18/03/2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24/03/2021 ;

Vu l'avis du Conseil de l'environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, rendu le 11/05/2021 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale rendu le 20/05/2021 ;

Vu le test d'égalité des chances visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances, réalisé le 16/03/2021 ;

Vu l'avis 69.944/1/V du Conseil d'Etat rendu le 17/08/2021 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 9, 5<sup>ième</sup> alinéa de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 janvier 2018 relatif à la création d'une zone de basses émissions, le mot « trois » est remplacé par le mot « cinq ».

**Art. 2.** Dans l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 2 les mots « 2019 et 2020 » sont remplacés par les mots « 2019, 2020, 2022 et 2025 » ;

2<sup>o</sup> l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 septembre 2021.

Le Ministre-Président  
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

R. VERVOORT

La Ministre de la Mobilité,  
des Travaux publics et de la Sécurité routière

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre de la Transition climatique, de l'Environnement,  
de l'Energie et de la Démocratie participative

A. MARON

Le Ministre des Finances, du Budget, de la fonction publique,  
de la Promotion du multilinguisme et de l'Image de Bruxelles

S. GATZ

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/33366]

**22 SEPTEMBER 2021.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 januari 2018 betreffende het instellen van een lage-emissiezone

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, artikel 3.2.16 en 3.4.1/1;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 januari 2018 betreffende het instellen van een lage-emissiezone;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën uitgebracht op 18/03/2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 24/03/2021 ;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 11/05/2021;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 20/05/2021;

Gelet op de Gelijke kansenwet zoals beoogd in artikel 2, § 1, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansenwet, uitgevoerd op 16/03/2021;

Gelet op advies nr. 69.944/1/V van de Raad van State, gegeven op 17/08/2021, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 9, 5 de lid van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 januari 2018 betreffende het instellen van een lage-emissiezone wordt het woord "drie" vervangen door het woord "vijf".

**Art. 2.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> in het tweede lid worden de woorden "2019 en 2020" vervangen door de woorden "2019, 2020, 2022 en 2025";

2<sup>o</sup> het derde lid wordt opgeheven.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 september 2021.

De Minister-President  
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

R. VERVOORT

De Minister van Mobiliteit,  
Openbare Werken en verkeersveiligheid

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van Klimaattransitie, Leefmilieu,  
Energie en Participatieve Democratie

A. MARON

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt,  
de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel

S. GATZ